

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2: International : Pérou ; Allemagne / Rapport « Laïcité » / p.3 à 6 : Place au débat : guerre(s) ou paix / p.7 : Actualité sociale : Inégalités sociales et « faux vieux » / Montée au Mur des Fédérés / p.8 : Coup de gueule : lettre ouverte des organisations syndicales.

EDITO

Les semaines se suivent et se ressemblent. Les Etats-Unis se sont lancés dans une guerre contre l'Iran dont ils ne savent pas comment sortir. Malgré ses déclarations belliqueuses Trump n'a visiblement pas envie de reprendre les armes et cherche toujours un accord qu'il n'obtient pas. Loin d'être anéanti le régime des Mollahs et des Pasdaran tient toujours en Iran avec ses exactions et exécutions et on peut même dire qu'il s'est renforcé. Malgré son blocus, Trump n'est pas parvenu à libérer le détroit d'Ormuz. Contrairement à la guerre en Ukraine qui lui coûte à travers ses livraisons d'armes et ses achats de produits agricoles, la France n'a pas pris part à ce conflit mais elle en subit quand même les conséquences avec l'augmentation du prix du baril de pétrole et l'immobilisation des navires dans le golfe qui risque d'entraîner des pénuries si la situation dure. Pendant ce temps, Trump continue à faire des affaires (son empire s'est notablement enrichi depuis le début de sa seconde présidence). La situation internationale

ne doit pas faire oublier qu'en France le chômage est reparti fortement à la hausse. Il n'y a jamais eu autant de personnes sous le seuil de pauvreté. On pourrait espérer que la prochaine élection présidentielle aboutisse à un changement de logique économique mais les sondages placent toujours l'extrême-droite en tête et la gauche est largement distancée. A droite comme à gauche les potentielles candidatures se multiplient, ce qui laisserait le champ libre à Le Pen ou Bardella si elles se concrétisaient. Pendant ce temps, le gouvernement prépare déjà le budget 2027 et l'hypothèse d'une loi spéciale dans le cas où celui-ci ne pourrait être voté. Nul doute que la situation internationale servira de prétexte à de nouvelles coupes sociales. Loin du défaitisme, il est plus que jamais nécessaire de se préparer à agir collectivement pour défendre nos droits. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible d'œuvrer pour un monde meilleur.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



La GAUCHE AU 2nd TOUR de la présidentielle au Pérou où le candidat de gauche Roberto Sánchez affrontera la candidate libérale Keiko Fujimori le 7 juin prochain. Le Pérou avait élu, contre toute attente, un président de gauche en 2021, Pedro Castillo, mais celui-ci a été arrêté -en exercice- par un appareil judiciaire soumis à la droite, un an seulement après son élection. L'instabilité politique règne dans ce pays. Depuis 10 ans, le pays a eu six présidents différents, dont seulement deux qui ont été élus. Le Congrès, aux mains de la corruption et de la droite en général, fait la pluie et le beau temps pour destituer les mandataires.

Roberto Sánchez a fait campagne sur quatre points centraux :

- Libération de Pedro Castillo
- « Refondation du pays » à travers une nouvelle constitution
- Nationalisation des ressources naturelles
- Lutte contre « la pauvreté, l'exclusion et la corruption »

Bien qu'il soit arrivé second au 1er tour, ses chances de gagner sont réelles, étant donné le caractère anti-Fujimori d'une grande partie du spectre politique péruvien.



Scandale en Allemagne : le gouvernement Merz a détourné 500 milliards d'euros pour éponger ses dépenses courantes au détriment des investissements

Plusieurs études officielles alimentent un immense scandale autour du fonds spécial d'investissement dans lequel plonge le gouvernement de Friedrich Merz, non pour financer un immense déficit d'investissement, mais pour éponger ses dépenses courantes.

Résultat : des ponts autoroutiers menacent de s'écrouler et doivent être fermés à la circulation, des bâtiments scolaires ou des hôpitaux ne sont plus étanches, des lignes de chemin de fer sont fermées.

Mais où sont passés les 500 milliards d'euros destinés, sur douze ans, à combler les retards considérables d'investissement de l'Allemagne dans ses infrastructures ? La question est posée après les enquêtes fracassantes de deux grands instituts de conjoncture économique, l'IFO de Munich et l'IW de Cologne.

Le premier établit que 95% des nouvelles dettes contractées pour ce fonds spécial en 2025 n'ont pas été utilisées pour des investissements supplémentaires mais pour combler les trous enregistrés dans le budget ordinaire.

Soit un « formidable détournement de fonds », martèle Clemens Fuest, le chef de file de l'IFO. Sur 37 milliards alloués l'an dernier à ce budget exceptionnel, seulement 2,5 ont effectivement servi, d'après...

LAÏCITE



Le nouveau Rapport Laïcité est arrivé ! Le n°9 – Rapport 2024-2025 du Collectif Laïque National est désormais disponible

176 pages d'analyses, de réflexions et de décryptages essentiels

14 € dans la [boutique de l'UFAL](#)

2025 marque les 120 ans de la loi de 1905, pilier fondateur de la laïcité républicaine. Un anniversaire majeur qui constitue le fil conducteur de cette nouvelle édition.

19 chapitres pour explorer les grands enjeux contemporains de la laïcité :

- École publique et République
- Féminisme universaliste
- Instrumentalisation islamiste de « l'islamophobie »
- Idéologies anti-universalistes (« woke »)
- Alsace-Moselle et territoires privés de laïcité
- Antisémitisme et importation du conflit du Moyen-Orient
- Europe, liberté de choisir sa fin de vie... et bien plus encore
- Neutralité dans le sport et en entreprise
- Un outil indispensable pour comprendre, défendre et faire vivre la laïcité aujourd'hui.

PLACE AU DÉBAT

GUERRE(S) OU PAIX

Contribution de Jean-Claude CHAILLEY

Un contexte mondial alarmant

Nous vivons – subissons– un **BASCULEMENT HISTORIQUE du monde**. De crise en crise, puis avec Trump, il est totalement déstabilisé. On ne parle plus guère de paix. On ne parle que rapport de force, militarisation accélérée, économie de guerre, qui s'étend de façon foudroyante dans le monde entier.

Les opinions publiques semblent tétanisées.

La guerre ou la paix ne devraient pas être l'exclusivité de chefs d'Etat qui décident seuls dans les bunkers de leurs « conseils de défense » puis font fuiter les « infox » les plus contradictoires selon l'humeur du jour... Les « experts » - qui n'ont accès qu'aux sources comme le « Centcom » (commandement central US) - et de toute façon respectent le secret défense – se succèdent dans les médias pour façonner l'opinion publique dans le sens souhaité. Même les extraterrestres finissent par être sollicités par le Pentagone !

Tous les peuples sont concernés, même lorsqu'on n'est pas sous les bombardements :

Tous subissent les conséquences économiques, sociales, écologiques, astronomiques, bien au-delà de l'augmentation du prix du carburant, même si c'est moins visible.

Par exemple le contribuable américain moyen a versé 4000 dollars l'an dernier pour la défense (blog « Les crises »). Ce montant va passer à 6000 dollars. Pour que les déficits et la charge de la dette ne s'envolent pas trop le gouvernement américain a licencié des millions de fonctionnaires, fait la chasse aux immigrés, coupe dans les dépenses de santé.

L'Allemagne coupe aussi dans ses dépenses de santé, prépare des « réformes ».

► **Il doit y avoir un véritable débat démocratique national !**

Gaza, Liban, Iran, ...

Le Hamas n'a plus de forces combattantes. Il a même condamné le Hezbollah. Mais on continue à mourir à Gaza devenue un gigantesque camp à ciel ouvert, dans l'indifférence quasi générale des « grands » du monde entier, quand ils ne sont pas complices. Les stigmates de la Shoah qui se transmettent de génération en génération, le 7 octobre, ne peuvent justifier les pires horreurs.

Ça ne peut que préparer les guerres futures. L'enfant qui voit tuer ses frères, sœurs, parents, à 15 ans prendra les armes avec quiconque promet de les venger.

Personne ne pourra s'étonner si la situation sanitaire épouvantable à Gaza génère une nouvelle épidémie mondiale qui ne s'arrêtera pas aux checkpoints.

Petit à petit des juifs américains ou israéliens prennent conscience que politique du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu est une impasse. Ceux qui croient qu'ils feront reculer l'antisémitisme en multipliant les ponts avec l'extrême droite contre les arabes, ou avec la loi Yadan, se trompent lourdement. Ils obtiendront le résultat inverse, la montée simultanée de l'antisémitisme, du racisme, de l'islamisme radical.

La France, la République, refuse le communautarisme. Elle rejette de façon indissociable le racisme ET l'antisémitisme.

La loi de 1905 sur la laïcité est fondamentale. Elle a même une dimension universaliste.

Elle permet **le vivre ensemble à égalité de droits** quelle que soit sa religion ou son absence de religion. Elle doit être fermement défendue contre tous ceux qui pour des motivations diverses, pas toujours avouables, ne cessent de l'affaiblir, de la combattre.

Trump vient encore de livrer plus de 5000 tonnes de matériels militaires au gouvernement d'extrême-droite israélien. Après 13 ou 20 000 frappes selon les sources, il ne reste plus de « cibles » en Iran, à part « **les ramener à l'âge de pierre** ». On nous avait vendu qu'il s'agissait de défendre les innombrables manifestant.es qui voulaient se débarrasser du régime des Mollah. Maintenant elles / ils se trouvent entre inflation galopante, menace de famine et tapis de bombes ultra puissantes.

Les sacrosaintes « sanctions » se multiplient selon la loi du plus fort.

Tous les gouvernements, y compris les dictatures les plus impitoyables, sont pendus H24 aux tweets sur Truth social du mégalomane Trump. Ça vaut pour « l'Europe qui protège », du moins c'est ainsi qu'elle s'est modestement auto décrite. Trump décide de droits de douane, U von der Leyen se précipite à son golf faire acte d'allégeance au nom de 450 millions d'euro péens.

Macron a refusé à juste titre de bombarder l'Iran. Mais la France « **des Droits de l'Homme** » participe à **grands frais** (déjà plus d'un milliard tiré « de caisses vides ») à la **défense des dictatures du Moyen Orient qui lapident les femmes**. L'envoi du Charles de Gaulle dans le golfe d'Aden à la tête d'une armada de membres de l'OTAN fait monter la tension avec l'Iran.

C'est un monde dans lequel on a FAIM – et la faim progresse aussi dans les pays développés-, mais qui trouve les moyens de financer 60 conflits avec des budgets qui s'envolent partout.

Les Etats Unis passent leur budget militaire à 1500 milliards de dollars par an (+ 50 %)

Tous les pays européens vont vers 3 à 5 % du PIB...à la demande de Trump qui entend que ce soit sous son strict commandement. En France le budget a déjà doublé à 68 milliards actuellement. 3 points de PIB le monterait à 90 milliards par an...

Le budget de l'Europe « ReArm Europe2030 » se monte à 800 milliards.

Quel financement ? Quid de la protection sociale et des services publics ? Nous y reviendrons prochainement, c'est un enjeu peu abordé actuellement.

Quelques caractéristiques globales des conflits qui ravagent le monde

Il n'est pas question d'analyser ici les raisons de chaque guerre, elles résultent d'enchaînements de l'histoire, chaque cas est particulier. Mais dans la plupart des conflits actuels il y a beaucoup de traits communs.

► **C'est toujours « 100 % la faute de l'autre »**, celui qui est désigné comme « **l'ennemi** ».

Pour une soixantaine de conflits il y a dans les 120 « ennemis » dans le monde, avec leurs alliés. En conséquence on devient tous ennemis de ceux qu'on nous a désignés, **pas toujours avec les véritables raisons**. C'est souvent plus compliqué que « c'est 100 % de la faute de X, y'a qu'à le détruire », comme on l'entend souvent.

Comme disait Jaurès « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ».

► **Ce sont des guerres du pétrole, des matières premières, de conquête de marchés.**

Ce n'est pas le raid sur le Venezuela qui fait exception alors que les Etats Unis sont exportateurs de pétrole. Ils ont même tellement de gaz de schiste (vive l'écologie) qu'ils paient pour s'en débarrasser, (Les Echos).

Selon l'ONG Global Witness (Nouvel Obs) : « *les grandes compagnies pétrolières ont déjà engrangé des bénéfiques record à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, estimée à plus de 398 milliards d'euros* ». Total est bien accompagnée !

Nous, on paie ! Outre le financement de l'Ukraine, suite aux « sanctions » l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe bon marché est remplacé par du GNL américain hors de prix qui contribue à tuer l'industrie européenne au profit des Etats Unis.

► **Ce sont aussi les guerres des multinationales de l'armement, de leurs actionnaires.**

Plus on détruit, plus il faut refabriquer d'armes, de plus en plus technologiques, couteuses, rentables. Leur cours de bourse se porte au mieux. En ce dimanche 10 mai les USA annoncent un nouveau deal de 25 Md \$ de matériels de défense aux Emirats...

► **Ce sont les guerres des marchés de la reconstruction.**

Trump a annoncé des riviera et golfs (« Trump ») ultra luxueux à Gaza dès que possible. En plus de l'inacceptable blocus, il menace militairement Cuba.

Il y a depuis longtemps des « deals » sur le marché de la reconstruction de l'Ukraine.

► **Ce sont des aubaines pour les spéculateurs, les fonds de pension.**

L'inflation grimpe, les taux d'intérêt aussi, les spéculateurs sur le pétrole, les dettes d'Etat, ...font de gigantesques profits additionnels.

Puis partout dans le monde on martèle que « les caisses sont vides ».

► **Pour les Etats Unis il y a même remboursement- avec juteux profit - des aides militaires en matières premières ukrainiennes.**

Noter que Poutine a proposé à Trump un deal matières premières sur le Donbass, s'il le conquiert, du même type que Zelensky.

C'est l'inverse pour l'Europe – dont la France – qui achète les armements aux Etats Unis pour des sommes énormes et les livre à l'Ukraine.

Qu'il y ait la paix ou la guerre en Ukraine, le cash retourne aux Etats Unis. Un brillant « deal » imposé par Trump et les milliardaires américains !

L'armement crée-t-il des emplois ?

Une certitude : les guerres créent des morts et des destructions humaines et de la nature.

Il est moins évident (cf OCDE) que l'armement crée un surplus d'emplois. Certes à court terme on embauche pour fabriquer des bombes, des drones, on recrute des soldats, ...mais il faut les payer. Or le budget de l'Etat est déjà « contraint ».

- Il se pose alors le problème de coupes budgétaires, donc de réduction d'emploi dans d'autres secteurs, notamment les services publics et la protection sociale.
- Si le budget défense est trop important, il crée de l'inflation. D'ores et déjà la BCE débat de l'opportunité d'augmenter les taux d'intérêt en juin pour lutter contre l'inflation, ce qui aurait pour effet de plomber une activité déjà en berne, donc de réduire l'emploi et les salaires.

Défense et théories militaires.

« **La meilleure défense c'est l'attaque** » rappelle le général Paloméros sur France 5.

Dans chaque pays on parle de budget défense, ça passe mieux auprès des opinions publiques : c'est légitime de pouvoir se défendre si on est attaqué

Pourtant si chaque pays se bornait à se défendre, personne n'attaquerait, donc il n'y aurait pas de guerre, donc il n'y aurait pas besoin de défense. Malheureusement **la réalité dément ce conte de fées.**

Le monde est d'autant plus dangereux que les **théories militaires** disent que si on doit être attaqué, mieux vaut parfois **anticiper** avant que « l'ennemi », réel ou supposé, soit au maximum de sa puissance, choisisse son moment, son terrain, ... Théorie qui a sa logique, mais dont la mise en œuvre permet n'importe quoi.

Il suffit de faire une « bonne » campagne médiatique – comme les « **armes de destruction massives** de Saddam Hussein » pour monter « sa » population ou « son » ethnie...contre « l'ennemi » et justifier d'attaquer le premier « avant qu'il nous anéantisse ».

Selon **Trump**, 5 mai : « Sans les US l'Iran s'en serait pris à l'Europe ». On le croit ou non ?

Poutine: « l'OTAN n'a pas respecté ses engagements. Elle nous encercle. Les Etats Unis ont toujours voulu interdire nos exportations de pétrole via Nord stream2. Ils ont fomenté un coup d'Etat avec les nazis en Ukraine, ils m'obligent à nous défendre par une « opération spéciale ». Il semble que cette campagne a eu un certain soutien en Russie.

Noter qu'une véritable défense nationale demande infiniment moins de moyens que pour la conquête.

La Russie puis les Etats Unis ont dû faire leurs bagages en Afghanistan. Le Hezbollah tient tête à Israël avec de petits drones artisanaux hyper bon marché guidés par fibres qui rendent fous les généraux israéliens aux armes surpuissantes (Les Echos)

Qui va diriger l'armée dans les prochains mois, les prochaines années ?

Personne ne sait anticiper qui dirigera un pays ou l'armée dans le futur. On ne peut exclure par exemple l'arrivée au pouvoir de l'AFD en Allemagne, de Reform (Nigel Farage) en Grande Bretagne, ou de l'extrême droite en France ...

De l'économie de guerre aux libertés restreintes :

La LDH, la CGT, ...dénontent la loi de programmation militaire qui crée « un état d'alerte de sécurité nationale ». Quant à Retailleau il a déjà annoncé l'Etat d'urgence.

L'engrenage de la guerre.

Le 8 mai le doyen des français, 108 ans, ex prisonnier pendant la dernière guerre mondiale, rappelait « *on sait quand une guerre commence, on ne sait jamais quand elle va finir* »

Pour chaque soldat son « l'ennemi » une fois désigné devient une cible ; mais il devient simultanément une cible aussi. Ça motive de chaque côté à tuer, puis à venger ou se venger, parfois des décennies ou des millénaires. Il a fallu du temps avant des fraternisations dans les tranchées en 1914 - 1918

On mesure le risque de 3^{ème} guerre mondiale entre l'Occident et la Chine

La Chine est déjà désignée « **ennemi systémique** » par les Etats Unis comme par l'UE. Elle a un retard certain sur les forces militaires américaines. Ne faudrait-il pas **anticiper** avant qu'elle comble peut-être son retard ? Il suffit de répondre oui à cette question - et des forces poussent en ce sens, quitte à surestimer la menace chinoise pour faire peur - et l'humanité risque de disparaître.

La dissuasion nucléaire.

Pendant des décennies on nous a expliqué que l'arsenal de bombes atomiques de la France la mettait à l'abri d'attaques. Maintenant il semble qu'elles ne dissuadent plus personne (?) ...ou on prépare des guerres extérieures de « haute intensité » (?)

GUERRE (S) ou PAIX ?

Les peuples sont pour la paix et on n'est déjà plus en paix. Il y a de nombreux conflits, menace d'extension des guerres, de guerre mondiale, notamment sous l'impulsion de Trump qui aggrave tous les antagonismes.

Il doit y avoir large débat dans le monde, un large débat national, c'est une question de démocratie. On se lasse des déclarations de Jupiter « **j'ai décidé** », tout comme Trump qui contourne le congrès où il est pourtant majoritaire.

A SUIVRE : LE BUDGET 2027

Le budget militaire augmente très rapidement et il n'est pas le seul. Lecornu déclare déjà à propos du budget 2026 et 2027 « qu'il n'y a pas d'argent magique ». Nous reviendrons prochainement sur la très difficile équation budgétaire de la France.

ACTUALITE SOCIALE

Inégalités sociales et « faux vieux »

par Nicolas Pomiès

J'ai lu récemment de la part d'un idéologue néolibéral qu'il fallait arrêter de payer les retraites des "faux vieux" (entendre les pensions des travailleurs de 62 à 67 ans).

Les propositions des libéraux consistent en effet toujours d'une manière ou d'une autre à baisser les salaires, c'est la part de la valeur ajoutée dans le PIB consacrée au travail.

Il s'agit d'un mépris de classe qui n'est pas nouveau.

Mais les réalités chiffrées prouvent que l'abjecte notion de « faux vieux » est irréaliste.

Premièrement les tables actuarielles européennes font gonfler les provisions des assureurs prévoyance en accompagnement du report de départ de l'âge en retraite. Plus on vieillit au travail, plus on risque un sinistre assuré par la prévoyance. Ce que les études de l'INSEE démontrent :

L'espérance de vie en France varie fortement selon la classe sociale et le niveau de vie. Voici les principaux enseignements tirés des études récentes de l'Insee et d'autres sources fiables :

Par niveau de vie (revenu) :

Chez les hommes, l'écart d'espérance de vie à la naissance entre les 5 % les plus aisés et les 5 % les plus modestes atteint 13 ans : (84,4 ans contre 71,7 ans). Chez les femmes, cet écart est de 8 ans (89,3 ans contre 81,3 ans). Plus le niveau de vie est élevé, plus l'espérance de vie est longue, et cet écart s'est même accru entre 2012-2016 et 2020-2024.

Par catégorie socioprofessionnelle :

À 35 ans, un homme cadre peut espérer vivre encore 48,9 ans (soit jusqu'à 83,9 ans), contre 43,6 ans pour un ouvrier (soit jusqu'à 78,6 ans), ce qui représente un écart de 5,3 ans. Chez les femmes, l'écart est de 3 ans entre cadres et ouvrières. Les cadres ont également une espérance de vie sans incapacité plus longue que les ouvriers.

Par niveau de diplôme :

À 35 ans, un homme diplômé du supérieur peut espérer vivre 8 ans de plus qu'un homme sans diplôme. Chez les femmes, l'écart est moins marqué, mais reste significatif.

Évolution récente :

L'écart d'espérance de vie entre cadres et ouvriers s'est légèrement réduit chez les hommes (passant de 7 ans dans les années 1990 à 5,3 ans en 2020-2022), mais il reste important et tend à augmenter chez les femmes. Ces inégalités s'expliquent par des facteurs multiples : exposition aux risques professionnels, accès aux soins, modes de vie, environnement social, etc.

COMMEMORATION

MONTEE AU MUR DES FEDERES

Comme chaque année à l'initiative de la Commune de Paris et d'une quarantaine d'associations dont Réso un hommage sera rendu au cimetière du Père-Lachaise le samedi 30 mai aux communardes et communardes tombés sous les balles des Versaillais durant la semaine sanglante de mai 1871. Rappelons que durant la Commune plusieurs mesures ont été mises en place : séparation de l'Église et de l'État, service public de l'instruction, encadrement des loyers, protection de l'enfance, commencement d'une santé publique, diminution de la durée journalière de travail, interdiction du travail de nuit, égalité salariale hommes-femmes, reconnaissance de l'union libre, liberté de la presse, abolition de la censure...

COUP DE GUEULE

Expulsion des syndicats à Carcassonne : lettre ouverte des organisations syndicales CGT CFDT FO FSU CFE CGC UNSA SOLIDAIRES

Monsieur le ministre de l'Intérieur,
Monsieur le ministre du Travail,

À Carcassonne, le nouveau maire a engagé une procédure visant à expulser les organisations syndicales de leurs locaux. Cette décision constitue une attaque grave contre la liberté syndicale et contre nos organisations qui participent depuis des décennies à la vie démocratique et sociale de notre pays.

A Carcassonne, comme ailleurs, les locaux syndicaux et les Bourses du travail, ne sont pas des locaux municipaux comme les autres. Comme partout en France, il s'agit de lieux historiques d'accueil, d'organisation et de défense des travailleurs et travailleuses. A Carcassonne, depuis près de 90 ans, les salarié-es peuvent être accueilli-es à la bourse du travail et accompagné-es notamment grâce à des permanences juridiques face aux licenciements abusifs, aux impayés, aux accidents du travail, aux discriminations et à la précarité. Dans un territoire durement touché par les inégalités sociales, cette présence est essentielle.

Présenter cette expulsion comme une simple mesure administrative relève de la mauvaise foi politique. Cette décision s'inscrit dans une série d'actes assumés par le maire RN de Carcassonne : suppression de subventions à la Ligue des Droits de l'Homme et à toutes les associations qui critiquent l'extrême droite, retrait du drapeau européen sur la façade la mairie, remplacement du portait du Président de la République par celui de Marine Le Pen, suppression des publications légales dans la presse locale considérée comme trop critique...

Aujourd'hui, ce sont les syndicats, qui sont directement visés parce qu'ils constituent un contre-pouvoir organisé, capable de défendre les droits sociaux et les libertés collectives.

Messieurs les ministres, s'attaquer à une Bourse du travail n'est jamais anodin. Ces lieux sont issus de l'histoire du mouvement ouvrier et de la construction des solidarités populaires. Un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales de 2013 sur les Bourses du travail et les Maisons des syndicats chiffrerait leur fréquentation à plus d'un million de personnes dans le cadre des permanences juridiques et sociales. Les empêcher ou les faire disparaître revient à porter atteinte à la capacité des salariés à se défendre collectivement et à accéder concrètement à leurs droits. Cette décision est contraire à la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948. Ce qui se joue à Carcassonne dépasse largement le cadre local. Si une municipalité peut, pour des raisons idéologiques, expulser des organisations syndicales d'un lieu qu'elles occupent parfois depuis près d'un siècle, alors c'est un précédent extrêmement dangereux qui est créé pour l'ensemble du pays. Nous vous demandons solennellement d'intervenir afin que soit garanti le respect des libertés syndicales et des principes républicains. Nous appelons également les services de l'État et la préfecture de l'Aude à prendre leurs responsabilités face à une décision qui remet directement en cause l'exercice normal de l'activité syndicale. Il ne s'agit pas seulement de défendre un bâtiment. Il s'agit de défendre un principe fondamental : dans une démocratie, les syndicats ne doivent jamais être réduits au silence par le pouvoir politique.

Convaincus de votre attachement aux principes fondamentaux de notre démocratie et de notre République, nous vous prions d'agréer, Messieurs les ministres, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE